

# JUSTICE climatique



CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT!

APRÈS RIO+20

## Bâtir une réelle alliance Québec, Canada et Premières Nations

Le 20 juin, anticipant l'échec de la Conférence des Nations Unies de Rio +20, plus de 50 000 personnes prenaient les rues de Rio de Janeiro, au Brésil conjointement à des dizaines d'autres manifestations de par le monde. Ces mobilisations exigeaient des gouvernements et corporations impliqués dans la Conférence officielle, des solutions à mettre en place immédiatement pour contrer les changements climatiques et la dégradation de l'environnement terrestre. Mais davantage que la contestation, la grande marche populaire de Rio célébrait du même coup la tenue du *Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale*, une rencontre sans précédent où notamment les politiques d'expansion extractivistes des gouvernements du Québec et surtout du Canada furent décriées. Pour la centaine de québécois présents, il s'agira au retour d'être porteur de la vision du Sommet des peuples et de s'élever ici contre « nos » politiques



anti-environnementales, pour notre avenir comme pour celui du reste de l'humanité. Mais les québécois ne le feront pas seuls...

### Les Plans Nord québécois et canadien

Le modèle de production extractiviste a pour objectif l'exploitation maximale des éléments de la nature qui sont commercialisables sur le marché mondial. Traditionnellement, on fait ici référence à l'extraction de minerais et à la production de pétrole, deux « spécialités » canadiennes. L'industrie extractiviste se base sur la dépossession du patrimoine commun. Au Canada comme ailleurs où les industries extractivistes canadiennes sont à l'œuvre : les tragédies environne-

mentales se multiplient, les communautés locales et autochtones sont spoliées, les législations qui visaient à protéger les écosystèmes sont démembrées, les droits démocratiques des personnes sont affaiblis, des politiques de privatisation se mettent en place pour favoriser les intérêts des transnationales et des industries des mines et de l'énergie.

Et partout, cette course mène à plus de problèmes environnementaux immédiats et surtout à un report vers l'avenir de la mise en œuvre des nécessaires solutions à la crise environnementale. Pire, devant la crise financière qui n'en finit plus, la tendance de nos gouvernements est tout simplement à plus d'extractivisme, plus de problèmes tant en amont qu'en aval et surtout, un refus total d'intégrer dans leurs analyses l'inimaginable chaos environnemental que nous léguerons à nos enfants.

Le Canada de Stephen Harper est le parfait exemple de cette stratégie de course acharnée vers le grand vide, vers le profit immédiat sans considération pour les conséquences. Toute la stratégie économique du gouvernement conservateur tient à plus de pétrole des sables bitumineux. Mis à part peut-être celui de la sécurité, les Conservateurs sont prêts à risquer au bas mot tous les autres secteurs pour s'assurer du développement sans entrave du pétrole canadien ! C'est pourquoi le gouvernement canadien injecte toujours près d'un milliard et demi annuellement dans l'industrie. C'est aussi l'unique raison du retrait canadien du Protocole de Kyoto. C'est l'essence de la nouvelle ouverture du Canada à la Chine. C'est la raison de la création récente d'un *nouvel Institut canadien international pour les industries extractives et le développement* alors qu'on ferme les institutions comme *Droits et Démocratie*. C'est le fondement des attaques ouvertes contre les organisations environnementalistes canadiennes et québécoises, contre quiconque en fait qui trouverait à redire de cette stratégie!

Avec son Plan Nord, Jean Charest annonce aussi que l'extractivisme est sa principale carte.



### De Rio à Ottawa

À Rio, une mention toute spéciale, la seule du genre, fut faite au gouvernement du Canada en reconnaissance du rôle particulièrement néfaste de sa politique extractiviste nationale et internationale.

Cette « nomination » canadienne révèle clairement que la continuité du Sommet des peuples de Rio n'est pas un autre sommet quelque part dans « l'ailleurs ». En solidarité avec ces communautés chez nous et à l'étranger qui sont affectées par la politique canadienne, l'enjeu déterminant des prochains mois sera le travail que nous effectuerons ici, très précisément contre cette politique extractiviste, notamment et prioritairement contre la production et la distribution des pétrole des sables bitumineux canadiens. Nos luttes ici sur ces questions auront un impact tant national qu'international.

### Une alliance des peuples

Depuis quelques mois, des rencontres se tiennent à Montréal, Ottawa Toronto, Vancouver et ailleurs; d'autres sont prévues dans les prochaines semaines à St-Johns, à Calgary, à Winnipeg. À l'ordre du jour : un constat partagé de part et d'autre sur l'urgence de construire de nouvelles alliances entre notamment les progressistes du Québec, du Canada et des Premières Nations avec, comme l'un des axes central, les questions environnementales et bien évidemment celle de l'extractivisme.

En novembre 2012, à Ottawa, une première assemblée de fondation de ce nouveau *Forum social des peuples* est prévue. Elle regroupera des individus et des organisations désireuses de sortir des carcans habituels, de briser les barrières historiques et d'unir nos forces contre ces politiques. C'est à suivre sur [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

**À RIO, LE GOUVERNEMENT CANADIEN A REÇU UNE MENTION SPÉCIALE POUR LE RÔLE PARTICULIÈREMENT NÉFASTE DE SA POLITIQUE EXTRACTIVISTE NATIONALE ET INTERNATIONALE.**

INDIGNÉS, ALTERMONDIALISTES ET CARRÉS ROUGES :

## La Tunisie ouvre les portes

Des rues de Kasserine à celles de Montréal, en passant par la place Tahrir, la Puerta del Sol, Zucotti Park, la place Syntagma... c'est cet autre monde que les 99% sont en train de construire. A Monastir (Tunisie), du 12 au 18 juillet 2012, une délégation d'Alternatives participera à l'assemblée préparatoire au Forum Social Mondial, lequel se tiendra en Tunisie au mois de mars 2013.

À la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011, les Tunisiennes et les Tunisiens, rapidement rejoints par les Égyptiennes et les Égyptiens, ont déclenché une vague mondiale de protestations, d'insurrections, de révolutions, d'indignation et d'occupations; une mobilisation sans précédent de toute une génération.

Du Maghreb au Moyen-Orient, cela a bouleversé (et bouleverse encore) le paysage politique. En Europe, elle inspire directement la lutte contre les plans d'austérité. Aux États-Unis, elle remet en cause la toute puissance des institutions financières, des banques et du poids de la dette des ménages ou des étudiants. Au Chili, comme au Québec ou au Mexique, elle prend la forme de mobilisations massives pour l'accès à l'éducation supérieure. Au Sénégal, elle a assis durablement l'exigence d'une démocratie réelle, qui tourne le dos à la corruption, à la prévarication et au népotisme.

Partout ces mobilisations font le lien entre l'aspiration à une démocratie réelle et directe et les atteintes à leurs droits fondamentaux que porte un capitalisme à bout de souffle. Elles se rejoignent dans la certitude qu'un



### Les étudiants de l'École polytechnique de Tunis forment les mots Tunisie Libre lors d'une manifestation pacifique

autre monde est possible, à partir de nos luttes et des alternatives que nous sommes toujours plus nombreuses et nombreux à explorer au quotidien.

Les crises économique, financière, sociale écologique et climatique ne sont pas des fatalités. La dette et l'austérité ne sont pas l'horizon indépasseable de notre avenir. Nous ne paierons pas une dette qui n'est pas la nôtre : publique comme odieuse, elle nous a été imposée par des institutions financières, par des banques, par des conseillers financiers soucieux de leurs actionnaires et de leur enrichissement personnel, quitte à détruire la planète et nos vies. Nous ne sommes pas condamnés à subir les atteintes croissantes à la liberté de circulation, à accepter que les pays européens ou nord-américains se transforment en forteresses, bâties sur le racisme et les inégalités. Face à toutes les entreprises d'occupation, de colonisation et de guerre, il nous appartient de défendre les droits des peuples et leur liberté de choisir leur destin, leurs frontières et leur avenir.

Des rues de Kasserine à celles de Montréal, en passant par la place Tahrir, la Puerta del Sol, Zucotti Park, la place Syntagma... c'est cet autre monde que nous, les 99%, sommes en train de construire.

### CONFÉRENCE DE MARINA SILVA

Militante écologiste, femme politique et ministre de l'environnement du Brésil de 2003 à 2008 sous Lula da Silva

L'impact et les suites à donner au Sommet des peuples de Rio où plus de 50 000 personnes ont mis de l'avant des solutions réelles aux crises environnementales, politiques et économiques.



5 septembre à 19 h 30  
HOTEL DELTA, SALLE OPUS  
1475, rue Président-Kennedy



SARAH ROGERS - NUNATSIAQONLINE.CA



<http://www.justiceclimatique.ca>